



LE 6 FÉVRIER DERNIER, L'ANDRA ET NANCY UNIVERSITÉ ONT SIGNÉ UN PARTENARIAT D'UNE DURÉE DE 5 ANS

(CF « L'EXPRESSO » DE FÉVRIER)

L'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets RadioActifs) est chargée de l'enfouissement des déchets nucléaires (cf loi Bataille) et gère, entre autre, le site d'enfouissement de Bure dans la Meuse.

Le financement de cette entreprise privée, filiale du groupe AREVA, dépend de la production de déchets issus du nucléaire (plus il y a de déchets, plus l'ANDRA touche de l'argent). L'ANDRA a donc tout intérêt à ce que le nucléaire perdure, et ce malgré les risques évidents aussi bien à long terme qu'à court terme.

Par ailleurs, l'ANDRA est tristement célèbre pour la répression qu'elle exerce sur les militant-e-s anti-nucléaires. Enfin, le groupe AREVA, dont elle est une filiale, est responsable, entre autre, de la contamination des populations du Niger qui travaillent dans ses mines d'uranium. Depuis plusieurs années, l'ANDRA essaie d'acheter les populations grâce à des programmes de subventions (sponsoring d'équipe de sport, indemnisations des habitant-e-s...) et en signant des accords de partenariat avec des centres de recherche : depuis plus de 10 ans elle collabore notamment avec les laboratoires de l'INPL et de Nancy 1.

Désormais Nancy 2 fait partie du lot et plus particulièrement les filières des sciences humaines avec lesquelles le partenariat a pour objet de travailler sur « l'acceptabilité », c'est à dire l'impact de l'implantation d'un centre de stockage de déchets sur les populations.

Le but est clair: l'ANDRA doit à tout prix trouver un moyen de réduire à néant les craintes justifiées des populations vivants à proximité des centres de stockage.

DANGER NUCLEAIRE

- TCHERNOBYL (1986, URSS)
- TOKAI MURA (1999, JAPON)
- CATASTROPHE évitée DE PEU EN SUÈDE, 2006
- PLUTONIUM, RADIOACTIVITÉ RÉDUITE DE MOITIÉ APRÈS 25 000 ANS
- NEPTUNIUM, RADIOACTIVITÉ RÉDUITE DE MOITIÉ APRÈS 2,14 MILLIONS D'ANNÉES

NON A L'ACCORD ANDRA - NANCY UNIVERSITÉ

Le partenariat prévoit aussi la participation d'ingénieur-euse-s de l'ANDRA au sein des formations, des stages dans ses laboratoires (avec accords de confidentialité) ainsi qu'un financement commun entre Nancy 2 et l'ANDRA des travaux de recherche.

Comment peut-on prétendre à l'objectivité de la recherche en sciences humaines si les travaux sont financés par une entreprise qui ne tolérerait pas que les résultats ne soient pas ceux qu'elle attend ?

Ajoutons à cela que, selon l'accord, l'ANDRA a un droit de censure qu'elle utilisera forcément sur toute publication de recherche qui n'irait pas dans son sens.

Encore une fois tout ce qui concerne le nucléaire est soumis au contrôle du lobby du nucléaire; est-il nécessaire de rappeler que tout ce qui touche au nucléaire en France est couvert par le secret défense?

Ce partenariat s'inscrit dans la logique du désengagement de l'état dans le financement des universités qui force ces dernières à créer des partenariats économiques avec les entreprises locales (cf loi Fillon, LMD, rapport Hetzel...) laissant la porte ouverte à des entreprises sans scrupules quant aux conséquences de leurs activités...

De la même manière que l'ANDRA s'est imposée à Bure sans consultation des habitant-e-s, elle s'impose aujourd'hui à Nancy 2 sans consultation de étudiant-e-s : peut-on tolérer que des décisions aussi graves soient prises sans débat au préalable avec les individu-e-s concerné-e-s?



Nous exigeons la résiliation de cet accord car:

Nous refusons que nos études et nos recherches soient instrumentalisées pour légitimer le travail de l'ANDRA et de l'industrie du nucléaire

Nous refusons que nous, étudiant-e-s, servions de main-d'oeuvre aux entreprises de la mort

Nous refusons de collaborer avec l'industrie du nucléaire

Nous voulons une recherche indépendante des intérêts économiques

Nous sommes solidaires des luttes anti-nucléaires à Bure

Nous voulons une éducation libre, émancipatrice et sans lien avec de quelconques intérêts privés

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
LE MARDI 20 MARS À 12H**



Pour plus d'info, rendez-vous à la table de presse CNT